

Zoukitch.

Section D.

I^{ère} Année.

Géographie et Ethnographie	4
Histoire diplomatique de 1789-1830	5
Droit des gens (Cours)	3
Droit International (Cours)	3½
Statistique	5
Affaires commerciales	5
Géographie économique	5
Économie politique	5

II^{ème} Année.

Histoire diplomatique depuis 1789	4½
id id 1648-1789	4
id id (Cours)	5
Droit des gens (Cours)	4
Droit international (Cours)	5
Législation commerciale	5
Anglais	5½

Travaux

Pour M ^{re} Forest	5
Pour M ^{re} Renaud	4½

Compositions.

Pour M ^{re} Funck Brentano	3
Pour M ^{re} Loh	3

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 22 juin 1881

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie et Ethnographie

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Gaidoz

M. Loukitch élève de 1^{re} année.

NOTE :

4.

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

H. Gaidoz

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique de 1789 à 1830

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Sorel

M. *Loukitch* élève de 1^{re} année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Alfred Sarg

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Devis des Gens *Conf^{ee}*

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Fouché Breton

M

Zoukitch

élève de *1^{re}* année.

NOTE : *3*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Fouché

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Cours international Cours

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renauld

M

Zoukitch

élève de 1^e année.

NOTE : 3.50

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renauld

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Statistique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Levasseur

M. Loukitch élève de 1^{re} année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

Comprend bien a,

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

E. Levasseur

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Janv 188*3*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Affaires commerciales

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Juglar

M

Zoukitch

élève de *1^{re}* année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

*Commerce général et Commerce Spécial
Le tarif douanier de la Restauration*

Elève intelligent

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

E. Lavapley

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *21 juin* 188*1*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie économique.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Ligeonneau

M. Loukitch élève de *1^{re}* année.

NOTE :

Bien f.

OBSERVATIONS

Adverse de communication entre l'Europe et l'Am.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

L. Ligeonneau

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Dujoyer.

M. *Loukitch*

élève de *1^{re}* année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

A. Dujoyer

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1830 à nos jours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Sorel

M

Zoukitch

élève de 2^e année.

NOTE :

4 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Mar Sorel

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1648-1789)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Digeonneau

M Zoukitch élève de 2^e année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

Question : Relations entre la France et la Russie en 17^{me} et 18^{me} siècle.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M. Digeonneau

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Jan* 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1648-1789) Conf^{ce}

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Ferrari

M *Goukitch* élève de *2.^e* année.

NOTE : *5.*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

f. Ferrari

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des Gens (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Feuck-Brentano

M

Goukitch

élève de *2^e* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M. Feuck-Brentano

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international Conf.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renaux

M Zoukitch élève de 2^e année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renaux

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation commerciale

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Lyon-Caen

M *Zoukitch* élève de *2^e* année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Ch. Lyon-Caen

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *23 Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Anglais

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Belfame

M *Goukitch* élève de *2^e* année.

NOTE : *5 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

B. Belfame

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Précis

du cours de l'Histoire

Diplomatique au 25 janv. 82.

par M. Loukitch

Elève à l'Ecole des Sciences Politiques.

Pour bien déterminer la situation européenne à l'égard de la Turquie et la situation où se trouve placée la diplomatie de 1830 dans la Question d'Orient, il nous vaudra le mieux passer en revue toutes les grandes puissances avec leur politique au XVIII. siècle.

Nous-avons ici plus d'une raison à rattacher si étroitement les faits qui se sont produits dans un siècle passé à l'époque actuelle que

nous examinerons qu'en bien d'autres questions.

Ce n'est par une opération arbitraire que nous nous permettons ce mode d'étude. C'est parce que nous sommes convenus qu'il y ait peu de grandes questions, dont la solution laisse tout attendre, en les intérêts de différentes puissances, aussi bien dans leurs politiques particulières que dans les rapports avec les autres Etats, soient restés les mêmes.

Cette persévérance dans la poursuite d'un but unique n'est point dû au hasard

que les vues personnelles de différents hommes d'Etat qui se sont succédés soient restées les mêmes, mais à la nature des choses qui est de tous temps invariable.

Cette nature des choses qui est inflexible et impitoyable se décompose dans la vie politique en plusieurs facteurs.

Ils agissent quelques fois indépendamment les uns des & autres. Mais, ils se trouvent ensemble pour agir en commun, soit pour mettre cette question pénible en mouvement, soit pour servir comme base

pour les prétentions de divers
États lors d'une négociation
d'un traité de paix.

Ces facteurs constants doivent
nous aussi servir à l'éclaircisse-
ment de cette question parfois
compliquée et embrouillée.

Examinons tout d'abord par
quel fait historique cette ques-
tion est née et par quelles
étapes de notre histoire est-elle
parvenue à l'état des choses en
1830.

Nous pouvons dire que la
Question d'Orient telle qu'elle est
aujourd'hui généralement comprise,
s'est se soit posée à la vieille

Europe et entrée dans sa vie
intérieure, du moment que les
Turcs sont entrés dans le cœur
de l'Europe même et se sont
lancés contre la puissance lors
prépondérante et autour de la
quelle se formait le système
politique européen.

C'était au commencement du
XVI. siècle, lorsque les infidèles en-
vahirent les possessions alle-
mandes de la Maison d'Autriche.

Plus spécialement la Question
d'Orient devienne une affaire
européenne, lorsque les Turcs,
après avoir atteint l'apogée
de leur puissance commencent
à reculer, à céder pas à pas

du sol de l'Europe centrale à la fin du XVII et au commencement du XVIII siècle.

C'est l'époque où la Russie, par des conquêtes et réformes intérieures est devenue une puissance européenne du premier ordre. Ainsi régénérée elle tend à étendre ses frontières vers les deux mers au milieu desquelles elle se trouve placée. Au sud son chemin est entièrement barré par des possessions ottomanes qui entouraient exclusivement l'Euxin.

Par conséquent, la Turquie devenue l'objet des ambitions

russe et autrichiennes. Or, la politique des conquêtes, des récompenses et du rétablissement de l'équilibre ébranlé était au XVIII siècle le principe général de toute politique, ^{qui} explique la grande portée de toute guerre orientale sur le reste de l'Europe.

Voyons maintenant ce qu'a été la constitution intérieure de l'empire ottoman.

Les Turcs ont en vérité conquis le territoire qu'ils occupaient en Europe, ils ont soumis les peuples qu'ils avaient asservis ; mais, il était loin

que ces conquêtes fissent partie organique de ce vaste empire ou que les peuples subjugués eussent été assimilés avec les conquérants et rattachés à eux par d'autres moyens que par la force.

La conséquence primordiale en fut que, ces conquêtes ne constituaient pour la Turquie qu'une faiblesse intérieure, une cause des embarras ou des révoltes incessantes. Ces mécontentements se produisirent ordinairement par la mauvaise administration et une ^{action} arbitraire excessive de gouverneurs quelques fois autonomes. Dès que le mouvement

national s'empara de l'Europe, dès que les théories de l'égalité parmi les hommes devinrent une réalité, une idée puissante, et des graves conséquences, surgit dans l'esprit des nations orientales, l'idée de leur liberté et indépendance.

La mauvaise administration ne fut alors que la cause immédiate le prétexte pour la réalisation de cette idée.

Résumons alors, nous trouvons de tous temps, au XVIII. et de plus au XIX. siècle un gouvernement faible à l'intérieur, une administration

corrompue; des peuples d'une autre langue, d'une autre race et religion soumis par la force physique dont leurs maîtres disposent.

Cet état des choses a été, nous venons de le dire, toujours le même; par conséquent est-il possible que ces circonstances invariables puissent produire un autre qu'un effet semblable pour l'Europe, c'est à dire une constance dans sa politique envers la Turquie.

Passons d'abord aux deux puissances qui ont été par leur position géographique les héritiers naturels de cette

grande succession.

La politique de la Russie est indiquée sur la carte. Avant le traité de Koutchouk Raïnardji elle ne touchait point à la mer Noire, qui était un lac turc. Et, comme le dernier but de sa politique nationale et économique est de posséder toute la mer Noire et un port dans la Méditerranée libre, elle a dû nécessairement enlever à l'empire turc ses dominions tartares.

De l'autre côté des circonstances d'un tout autre ordre d'idées amenèrent la Russie à se mêler des affaires orientales.

La Russie étant le pays principal et les Tsars les chefs de cette église nationale, orthodoxe grecque, ont estimé comme un devoir religieux, national et aussi politique de tenir compte du sort des chrétiens soumis à la Turquie. Ils prennent grande part et montrent beaucoup de sympathie à leurs destinées et nous ^{les} voyons en tirer parti dans les différents traités qui se sont suivis aux diverses guerres orientales, en stipulant pour eux un droit de protection pour leurs coreligieux et un droit d'intervention entre eux-ci et les

Ottomans, dans des clauses confuses et par fois expressement embrouillées.

quoique la politique de l'Autriche n'a été aussi stricte, autant déterminée par la nécessité naturelle, par la tradition ou ses sentiments nationaux, elle prend néanmoins dans la question d'Orient un rôle bien défini si non toujours arrêté. Bref, presque toujours occupée dans l'Europe centrale ayant à craindre tantôt la Prusse, tantôt la France, ^{elle} dési-rait en général la paix et le maintien du statu quo en

Orient. De plus, elle se préoccupait que la Russie ne s'agrandît de ce côté. Mais, dès qu'elle se voit isolée pour empêcher la Russie de faire des empiètements sur la Turquie, elle songe à une action commune avec celle-ci afin de partager l'empire turc. Ce qui se vu sous Joseph II et Léopold et dans les idées de Metternich à un moment lors de la guerre russo-turque, après Navarin.

On peut cependant affirmer que jamais l'Autriche n'eût l'idée de faire des conquêtes en Orient à prix d'un sacrifice dans

ses possessions au centre de l'Europe.

Au troisième rang parmi les puissances intéressées à la question d'Orient se place la Grande Bretagne. L'Angleterre n'a aucun intérêt direct à garder en Turquie, celle-ci ne lui sert que ^{comme} un moyen d'empêcher la Russie de s'avancer dans la mer Noire et en Asie Mineure et de lui barrer ainsi le chemin des Indes.

La Prusse n'a non plus un intérêt direct dans cette matière, elle exploite la

situation politique, les embarras
qu'elle ^(lui venant d'elle.) produit pour ses deux
voisines l'Autriche et la Russie.
Plus spécialement pour amener
celle-ci dans ses combinaisons
des conquêtes et tenir l'autre
en échec.

La politique de la France
est assurément celle qui est le
plus difficile à préciser.

Elle se contente au XVII. et au
XVIII. siècle de jouir des privilèges
commerciaux, uniques dans
l'empire ottoman, pour fois la
France l'attire dans sa politique
de défense contre la prédominance


Maison d'Autriche.

La situation du gouverne-
ment de la Restauration est
fort délicate; tout en désirant
la paix et la conservation de
l'intégrité de la Turquie, il
cherche un rapprochement à
la Russie, ce qui aurait eu
pour conséquence l'abandon
de la Turquie.

Les événements de 1828 et
1830 ont tranché cette question.

Et le gouvernement de Juillet,
après avoir pris pied sur le
continent africain et affermi
avec succès la position de la
France dans l'ouest de l'Afrique.

Méditerranée, va chercher à élever le prestige et augmenter l'influence de la France aussi dans la partie orientale et en Egypte. —



~~N° 3 Ch. Jumeau 4~~ ~~10~~

Droit des Sens.

La déclaration de Paris
de 1856.

Paris 16 juin 1882.

Michel Boukitch

Il est incontestable que le droit des gens pratiqué en Europe tend à devenir toujours plus en plus civilisé.

L'avancement des mœurs, le progrès au point de vue moral des nations, ont suggéré déjà de grandes améliorations dans la pratique internationale en temps de paix. Mais les luttes sanglantes entre les peuples européens ont changé aussi de beaucoup leur caractère.

Quelle grande différence y a-t-il déjà à signaler dans l'exercice de la guerre de nos jours et celles qui avaient lieu au XVII et même au XVIII siècle.

Cependant il n'est pas à contester que le grand essor qui ont pris les inventions techniques dans notre époque

ont perfectionné les moyens de défense et d'attaque. Ce changement dans la manière de faire la guerre a dû nécessairement amener aussi des innovations dans le droit de gens pendant la guerre.

Les moyens précis de transport et de communication : le chemin de fer et le télégraphe ont rendu plusieurs règles du droit de guerre plus sévères et plus inévitables.

On est parvenu aujourd'hui à comprendre que c'est la civilisation, les moyens de transport, le commerce, la communication des biens et des pensées qui font la force d'une nation.

Peut-on s'étonner alors quand M. de Moltke déclare ouvertement que l'on doit se tenir à cette source de la force nationale dans une lutte contre elle ? On doit la détruire quand on veut être vainqueur ! - C'est juste lorsqu'on admet que le but d'une nation n'est ^{aucun} autre que de rester toujours vainqueur.

Nous-avons relaté ce caractère historique de la guerre continentale qui fait exception en quelque sorte dans l'histoire de la civilisation générale.

Il est à espérer qu'il reste temporaire comme il n'est que la disproportion du développement matériel et du progrès moral de notre siècle.

Un fait analogue s'était produit dans le domaine du droit maritime en temps de guerre.

Le droit de guerre antique suivait les mêmes règles sur mer comme sur terre. On prit la propriété ennemie, on faisait de l'ennemi prisonnier un esclave.

Le moyen-âge a relevé les sentiments moraux chez les peuples pour un pas en avant. Les guerres se sont civilisées, cela tenait au grand développement que le commerce & les sciences ont pris vers la fin du XV^{ème} siècle.

Mais ce même fait qui a été si salubre dans son commencement

devrait être fatal pour le droit maritime en temps de guerre, dans sa suite.

Un Etat ne se considérait comme vaincu jusqu'à ce qu'on ne lui eût pas détruit sa source de vitalité, son commerce et sa marine.

La guerre maritime était la première qui est devenue nationale. On ne combattait plus les souverains, mais les bourgeois, les marchands.

Le temps moderne ne permettait cependant que cette lutte se fit sans aucune règle, sans un fondement moral et de droit.

C'est de ce moment que la course a pris naissance.

Elle s'est développée rapidement parce qu'elle procurait de grands bénéfices aux particuliers qui y prenaient part. Elle atteint le sommet pendant les guerres de la Révolution et de Napoléon.

Le résultat en fut la ruine générale du commerce du monde.

Napoléon III avec ses idées généreuses mais parfois platoniques a voulu remédier à cet état des choses qui s'était montré intolérable pour tout le monde, dans la dernière guerre qu'on venait à terminer par le traité de Paris de 1856.

Il détermina les grandes puissances réunies à Paris de signer une déclaration officielle portant de réglementations dans le droit maritime en temps de guerre.

A la date du 16 avril 1856 les grandes puissances se prononcèrent que :

- 1°. La course est et demeure abolie.
- 2°. Le pavillon couvre la marchandise.
3. Le blocus n'est valable qu'en temps qu'il est effectif.
- 4°. La marchandise neutre sous pavillon ennemi doit être respectée.

X
Il est à remarquer qu'en tout cas la contrebande de guerre ne jouit de ces immunités nouvelles.

Les guerres maritimes ont été

de tout temps très dures pour les Etats neutres, ils en souffraient autant que les belligérents.

Cette déclaration protège complètement et efficacement les neutres.

Leurs navires sont protégés par leur pavillon comme de tout temps, mais de plus leurs propriétés privées sont sauvegardées même sur bord d'un navire ennemi.

La course était l'usage qu'on pratiquait autrefois et que quelques Etats veulent pratiquer de droit encore, pour capturer les navires ennemis ou leur marchandise.

A cet effet les différents Etats lorsqu'ils se trouvaient en guerre avec un autre, permettaient à leurs nationaux d'armer des navires de commerce dans le but de rechercher les navires ennemis ou des navires neutres portant de marchandise ennemie et pour les capturer.

Les règles qu'on suit dans ces cas, pour déterminer le droit du corsaire de capturer un navire ou le droit de saisir une marchandise, ont été appelées le droit des prises.

Aujourd'hui comme autrefois les bâtiments de guerre des parties belligères ont droit de capture.

Les particuliers qui se livrent à la course devaient ^{en} attester le droit par un écrit de l'autorité compétente. Ces écrits étaient appelés le plus souvent lettres de marque. A défaut de ces lettres le corsaire est considéré comme pirate et traité en conséquence.

Nous - avons déjà remarqué que l'abolition de la course n'est pas admise par tous les Etats. C'est à cause d'elle que quelques Etats comme l'Espagne en Europe, le Mexique et autres en Amérique se sont refusés d'accepter la déclaration de Paris toute entière.

En effet, voyons qu'elle est la conséquence de cette abolition de la course.

D'abord c'est une prime à la marine de guerre au détriment de la marine marchande. L'Etat qui a une flotte ^{de guerre} maritime considérable peut détruire le commerce d'une autre puissance qui ayant une marine marchande très forte n'a que peu de bâtiment de guerre.

Et même pour la France, il y a à se demander est-ce que le mérite qu'elle s'était acquise pour le progrès du droit des gens, est en proportion aux sacrifices que sa marine marchande pourrait apporter au maintien de ce principe.

L'Allemagne ne prévoit la conséquence pour elle qui pourrait résulter de l'abolition de la course, dans une prochaine guerre avec une puissance plus forte qu'elle sur la mer. Après l'incorporation de Hambourg au Zollverein elle s'est entendue avec les propriétaires

(des grands packboats pour les armer en temps de guerre comme corsaires d'Etat.

Les deux dispositions de la déclaration de Paris sont conçues dans le but de protéger le commerce neutre en première ligne. Ce sont les deux règles, l'une qui protège les marchandises ennemies sous pavillon neutre et l'autre qui protège la marchandise neutre à bord d'un navire ennemi, sauf le cas de contrebande de guerre.

En effet les grandes vexations auxquelles les navires neutres étaient exposés durant une guerre, par suite de la visite de deux partis afin de s'assurer s'il ne porte de marchandise ennemie ^{étaient insupportables.} ont cessé d'exister,

Aujourd'hui la visite ne se fait que pour s'assurer si un navire porte de contrebande de guerre ou non. Cette question est plus facile à résoudre que la première, surtout après que les différentes législations sont devenues plus tolérantes et précises en

ce qui concerne la contrebande de guerre.

Cette question est résolue d'ordinaire en pleine mer et on n'a pas besoin d'amener la prise dans un port pour y être jugée.

Autrefois la marchandise ennemie sous pavillon neutre était saisissable. Outre les visites plus fréquentes et plus rigoureuses un autre désavantage en résultait ^{pour le neutre,} ~~s'était~~ qu'il ne ^{lui} était pas possible de faire du commerce avec les belligérents. Une guerre entre deux Etats qui entraînait plusieurs fois la ruine de ^{leur} commerce maritime avait pour suite quelques fois aussi la perte de la marine marchande d'un Etat neutre.

Aujourd'hui on peut dire qu'il se passe le contraire. Les neutres accompagnent le commerce des belligérents avec les étrangers et même quelques fois le commerce qui se fait entre deux ports d'une puissance qui se trouve avec

une autre en guerre. Le pavillon
neutre est aujourd'hui un assureur
qui reçoit des grandes primes sans risques.
Il est protégé par la déclaration de 1856.

Le dernier point qui nous reste
encore à traiter ne s'applique pas in-
tentionnellement ni à protéger le commerce
des belligérents ni celui des neutres.

La disposition qui porte que le blocus
n'est valable qu'en temps qu'il est
effectif, se tourne contre un abus bigarré
du droit maritime qui l'avait rendu
une piraterie des surprises légitimées.

Le blocus n'est autre chose qu'une
indication des relations des forces des deux
Etats. Quand un port est bloqué cela
prouve que la puissance qui le bloque
est plus forte, ^{qu'elle} possède en effet la faculté
d'interdire le commerce avec ce port, de
contraindre par conséquence la puissance
plus faible à conclure la paix et à accepter
qu'on lui impose sa volonté.

Cette institution est bonne, elle amène
un tempérament dans l'exercice du droit
de plus fort, mais elle n'est bonne que
quand elle constate réellement la supériorité
d'un parti. C'est-à-dire quand les
navires qui bloquent un port peuvent
vraiment interdire l'entrée ou la sortie
du port et que les tentatives contraires
restent toujours vaines.

La vanité des blocus sur papier
ou des blocus fictifs est suffisamment
démontrée dans l'histoire. et leurs con-
séquences funestes pour les mœurs
publiques sont encore présentes à tous
les esprits qui se rappellent de l'histoire
du blocus continental.

Les mérites de la déclaration de
Paris sont grands. Nous sommes sûrs
que ses dispositions seront respectées à
l'avenir sauf peut-être ce qui concerne la
cours.

C'est à l'avenir qui doit les
sanctionner, qui doit démontrer si

elles sont une simple chimère ou
si elles correspondent à notre situation
sociale et morale.

Michèle Doukitch.



Paris 16 juin 1882.

un officier D

(autres redactions)

Histoire Diplomatique.

Résumer la politique de la France

dans les négociations relatives
à l'Egypte depuis 1839 jusqu'à 1848.

Paris 15 juin 1882.

Michel Roukitch

Les négociations relatives à l'Égypte sont l'affaire principale qu'avait menée le gouvernement de juillet dans la politique extérieure. Quoiqu'elles n'étaient suivies d'une action, au contraire ayant astreint la monarchie de 1830 de se résigner à une inactivité involontaire, ces négociations ont pris une part décisive dans le sort de cette monarchie.

Après 1840, le gouvernement sorti de la révolution, qui n'avait jamais pris de fortes racines en Europe a perdu le peu d'influence qu'il s'était acquis en 1831 en Belgique.

Louis Philippe perdant le respect en Europe perd en même temps l'amour de son peuple.

Pour bien comprendre comment a

pu une telle négociation aboutir à ces conséquences funestes pour le roi, on doit jeter un coup d'œil en arrière sur l'esprit qui régnait en Europe depuis 1830 et qui animait le peuple en France dans la même époque.

L'Europe se trouve toujours sous le régime des traités de 1815. Il est vrai qu'il restait peu de l'esprit de la Sainte-Alliance, elle a cessé d'exister de fait après le congrès de Vérone. Mais il subsistait encore une étincelle latente, cachée qui pourroit échauffer l'ambition refroidie des puissances alliées.

C'est dans le cas où la France voulait jouer un grand rôle en Europe, s'agrandir en Belgique ou s'emparer sur les bords du Rhin que cette étincelle pourroit mettre feu dans toute l'Europe et l'alarmer contre la France. C'est à dire elle pourroit refaire la coalition de Charnout comme on le disoit souvent.

Pour l'Europe l'avancement de

la France sur le Rhin était identique avec la propagation des idées révolutionnaires.

L'Angleterre s'était détachée complètement du groupe du centre de l'Europe et de la Russie. Elle est libérale elle ne craignait la France qu'en temps qu'elle ne touche pas à la Belgique. Elle ne peut avoir aucune répugnance contre le gouvernement constitutionnel et libéral de 1830.

Le difficile était quant aux puissances du continent. Il a fallut pour le gouvernement de la révolution prendre place parmi les Etats qui étaient animés d'un esprit de conservation, de légitimité et toujours pleins de crainte contre tout ce qui ressemblait à la révolution.

De là des difficultés énormes ^{à l'intérieur} qui paraissaient insurmontables même avant le ministère de Casimir Perrier.

Il a fallut pour Louis-Philippe abandonner le parti en France qui l'avait apporté sur le trône pour se procurer la reconnaissance de l'Europe.

Cet état des choses subsistait jusqu'à la chute du gouvernement de juillet.

Lorsque les difficultés en Egypte ont surgi, le gouvernement de Louis-Philippe a voulu suivre une politique d'entente avec les autres puissances.

Mais l'opinion publique, la presse, le parti révolutionnaire et militaire n'a cessé de protester contre tous ce qui était d'accord avec l'Europe l'instigatrice des odieux traités de 1815.

M. Guizot a suivi pendant longtemps une politique analogue de à celle de lord Palmerston. Dans la suite les hommes politiques de France se sont laissés entraîner et entrer dans les vues de la chambre des députés qui représentait en 1839 l'opinion populaire et générale en France.

C'est après la bataille de Nezib ou l'Europe intervient pour décider du sort de la Turquie que les dissidences entre

entre le gouvernement français et le cabinet de Londres se dessinèrent clairement.

De tous les côtés on fit des efforts pour déterminer Méhémet-Ali à désarmer et de s'arrêter sur son cours victorieux vers Constantinople.

Méhémet-Ali prévoyant de grandes complications qui surgiraient nécessairement s'il poursuivait sa victoire, trouva bon de s'entendre avec les puissances européennes. Il leur répondit sur leur demande de désarmer qu'il y consent sous la condition qu'on lui laissera l'Égypte et la Syrie en possession héréditaire sous la souveraineté de la Porte Ottomane.

L'ambassadeur français à Constantinople déclara en commun avec les autres représentants des grandes puissances que l'Europe se chargerait de faire un arrangement avec le pacha d'Égypte.

M. Sébastiani qui se trouvait à Londres était préoccupé d'amener

lord Palmerston dans les vues du gouvernement français, c'est à dire de le décider à accorder l'Egypte et la Syrie à Méhémet - Ali.

Tout le monde était uni sur ce qui concerne l'Egypte, mais la Syrie étoit le point de discussion.

Lord Palmerston voyoit un danger imminent pour l'influence anglaise en Orient si la Turquie perd la Syrie et l'Egypte ou une autre puissance devient la maîtresse de l'Asie Mineure.

La Russie partant d'un tout autre point de vue arriva à la même décision. Quoiqu'elle a toujours désiré l'affaiblissement de la Turquie, elle craignoit cependant que Méhémet - Ali ne s'empare de toutes les possessions ottomanes et ne devienne par cela un ennemi plus redoutable à la Russie qu'il n'étoit la Turquie sous le sultan Mahmoud.

De son côté lord Palmerston

avait proposé à la France d'amener le pacha d'Égypte à rendre la flotte turque qui a déserté après la mort du sultan.

La France s'y refusa. Les efforts persévérants du premier ministre anglais tendirent alors d'écarter peu à peu la France du débat.

La France ne se borna pas seulement à refuser d'agir contre Méhémet-Ali, mais elle se décida à encourager Méhémet à la résistance contre l'Europe.

Cependant M. Sébastiani ne cessa pas de persuader Lord Palmerston que les vrais intérêts de l'Angleterre seraient de marcher d'accord avec le gouvernement français.

Le gouvernement français le désirait à obtenir, c'était juste. Mais le grand vice de cette politique est que l'on considérait ce désir comme un fait accompli et que l'on agit en conséquence.

Un rapprochement s'était opéré entre la Russie et l'Angleterre. L'Autriche et la Prusse suivaient toujours la

politique du cabinet de Londres dans cette affaire.

Le général Sebastiani ne tarda pas à informer le gouvernement de Louis-Philippe de ce qui se passa à Londres et de lui confirmer que lord Palmerston persiste avec une fermeté extraordinaire de décider Méhémet-Ali à rendre la Syrie.

De plus, Sebastiani insista auprès de son gouvernement de l'amener à changer de vue parce qu'il craignait qu'une entente à quatre ne se fût entre les puissances.

Personne en France n'a pensé qu'une telle entente serait possible. Même on a supposé que lorsque la France montre une ferme volonté de soutenir le pacha d'Égypte la coalition apparente entre les puissances se brisera et on pouvait chercher des alliances.

Ces idées ardentes étoient représentées par M. Thiers et autres.

Le 1 mars 1840 le cabinet modéré

du maréchal Soult tomba. M. Thiers vint au pouvoir. Le général Sebastiani fut remplacé par M. Guizot.

Le changement de ministère et du personnel en France n'eut aucun effet à Londres. M. Guizot n'avait qu'à s'assurer de ses propres yeux de ce dont son prédécesseur a tant parlé. L'entente entre les quatre puissances était inébranlable.

M. Thiers commence à y croire, mais il avait de l'espoir quant à l'exécution d'un traité conclu à quatre.

Au milieu de ces conjectures M. Guizot, le roi et toute la France furent surpris le 19 juillet 1840.

Un traité, ayant force exécutoire sans ratification préalable, fut conclu ^{à Londres} entre la Grande Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie.

L'irritation en fut grande en France. Le roi est échoué dans sa politique, l'amour propre national est blessé.

Le roi prit une attitude provocante contre l'étranger, il ordonna des armements et des travaux de fortifications.

La politique consista à ce moment d'empêcher les puissances de mettre leur traité en exécution. Mais les faits qui se produisirent au mois de septembre 1840 prouvèrent que ce n'était non plus possible. Beyrouth fut bombardé, Méhémet - Ali déclaré déchû de toutes ses possessions l'Egypte y compris.

M. Thiers arriva dans l'intervalle de son pouvoir. Un cabinet modéré, qui a dû mettre des freins au mouvement révolutionnaire qui s'était dégagé avec beaucoup de violence en France, fut composé avec M. de Soult comme président et M. Guizot comme ministre des affaires étrangères.

M. Guizot sachant bien que ce n'était l'intention de l'Europe de dérober Méhémet - Ali de sa possession d'Egypte

déclara qu'il soutiendra Méhémet contre
quiconque qui que ce soit qui voudrait
lui disputer cette possession.

Les puissances se soumettaient à
ces conditions et elles signèrent avec
la France une convention au mois de
novembre 1840 où elles garantissaient la
possession d'Egypte à Méhémet-Ali.

Ainsi la France qui se trouvait
au mois de juillet isolée de toute l'Europe,
sans alliance possible et sans place dans
le concert européen a su se procurer
une situation ~~as~~ estimée mais effacée
parmi les grandes puissances de l'Europe.

Le gouvernement français a avoué
par cela la faute qu'il avait commise en
partie malgré lui. A l'intérieur on ne
pouvait pas lui pardonner cette et l'inacti-
vité à laquelle il s'était résigné pour
sauver sa patrie des désastres plus graves.

Cette opinion sur la politique extérieure
du gouvernement de 1830 pesa sur lui
jusqu'à sa chute en 1848.

M. Zoukoff